

Questions orales

réforme majeure du système de santé. L'objectif est d'améliorer l'accessibilité et la qualité des soins de tous les Québécois. Est-ce que le ministre a l'intention de laisser le gouvernement du Québec gérer son système de santé comme il l'entend?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la Loi canadienne sur la santé donne aux provinces du Canada tous les pouvoirs dont elles ont besoin pour réformer leur système de santé. Tous les Canadiens attendent du gouvernement fédéral qu'il continue d'être un acteur important dans le domaine de soins de santé en continuant de s'assurer que les normes nationales soient appliquées et respectées partout au Canada. Le principe de base est simple: l'accessibilité et l'universalité pour tous et partout au Canada. Monsieur le Président, c'est un principe qui est important pour tous les Canadiens et qui est appuyé partout au Canada.

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, au Québec, le respect des droits et libertés fait partie d'une longue tradition démocratique dont nous sommes fiers. Il y a lieu de penser que la situation des droits a été bafouée d'abord par le gouvernement canadien. Le Québec est parfaitement en mesure de protéger les droits et libertés de ses citoyens, y compris dans le domaine de la santé. M. Rémillard, le ministre du Québec, vous demande de vous retirer complètement du domaine de la santé au Québec qui est, d'ailleurs, de juridiction provinciale. Alors, qu'allez-vous faire?

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le député sait très bien que les principes de l'universalité d'accès et de l'équité de traitement au Canada sont énoncés dans la Loi canadienne sur la santé. L'organisation du système d'assurance-maladie reste par contre à l'entière discrétion des provinces.

Le ministre responsable de la santé au Québec croit que les réformes proposées peuvent se faire conformément à la Loi canadienne sur la santé. J'ai demandé à mes collaborateurs d'écrire aux siens pour obtenir de plus amples renseignements sur les propositions du gouvernement du Québec. Si cela peut se faire conformément à la loi, il a le droit de procéder à ces réformes.

Les principes de l'universalité, de l'accès universel et de l'équité de traitement dont il est fait état dans la Loi

canadienne sur la santé ont l'appui de tous les Canadiens et sont à leur avantage.

Des voix: Bravo!

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Communications, ma question s'adresse à son secrétaire parlementaire.

À la séance du Comité des communications et de la culture, hier M. Gérard Veilleux, a dit qu'il n'avait jamais réussi à franchir le seuil du bureau du ministre des Communications pour lui demander de l'aide tant la volonté politique pour aider Radio-Canada était mince au sein du gouvernement. On lui répondait que le ministre était trop occupé.

Pourquoi le ministre était-il trop occupé pour parler d'une question qui porte atteinte aux fondations, au coeur et à l'essence mêmes de l'unité nationale, une question qui a, pour toutes les collectivités visées par cette décision, des répercussions négatives sur les plans économique, social, culturel et linguistique?

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, comme le ministre des Communications l'a indiqué lundi à la Chambre, depuis le budget d'avril 1989, il y a eu des pourparlers constants avec Radio-Canada.

[Français]

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, puisque le ministre refuse de rencontrer M. Veilleux, est-il prêt à rencontrer les représentants de villes telles que Sydney, Rimouski, Windsor, Sudbury, Winnipeg, Saint-Boniface, Calgary, Saskatoon, Vancouver et toute autre ville touchée par les 1 100 coupures, pour apprendre de la propre bouche des représentants l'impact négatif sur la programmation régionale anglaise et française? Prendra-t-il le temps de rencontrer les employés mis à pied qui ont reçu un vilain cadeau de Noël?

• (1500)

[Traduction]

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, le ministre est toujours disponible lorsqu'il s'agit de consulter les Canadiens.